

## **Programmation 2014-2020 des fonds européens structurels et d'investissement (FESI) en Bourgogne**

### **2<sup>ème</sup> comité régional de programmation**

**Séance du 3 avril 2015 9h00 en visio-conférence**

Le deuxième comité régional de programmation des fonds structurels et d'investissement européens (FESI) en Bourgogne a eu lieu le vendredi 3 avril 2015 à 9h00 au conseil régional de Bourgogne (16 boulevard de la Trémouille salle 710), sous la présidence de M. Michel Neugnot, premier vice-président du conseil régional. Pour faciliter la participation des membres en région, les antennes du conseil régional à Auxerre, Mâcon et Nevers ont accueilli les participants pour une liaison par visio-conférence.

Concernant le FEDER, M. Michel Neugnot aborde sur les 4 points suivants:

- L'axe 5 « pour un développement urbain durable » où la date limite de réponse à l'appel à manifestations d'intérêt lancé sur l'axe urbain du PO FEDER/FSE 2014-2020 est fixée au 31 mars 2015. L'ensemble des 8 candidatures ont été réceptionnées à la région. Pour rappel, ces agglomérations sont les suivantes : Grand Dijon, CUCM, Nevers, Auxerre, Chalon, Mâcon, Sens et Beaune. Les candidatures vont maintenant être analysées avec les directions opérationnelles concernées (DATH, DIE, DEDD et DTI) ainsi que le SGAR. Une réunion d'analyse aura lieu le 10 avril prochain. Les agglomérations seront ensuite invitées à retravailler leurs candidatures. Les conventions cadre seront préparées à partir du mois de mai en vue d'un passage en session plénière le 29 juin 2015 ou le 14 septembre 2015 en fonction de l'avancement des candidatures. Une information sera faite lors du prochain comité de programmation. La programmation des premiers dossiers pourrait alors intervenir dès septembre prochain.
- Le Descriptif des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC), pour le PO FEDER-FSE 2014/2020, la responsabilité de désignation des autorités de gestion incombe à l'Etat-membre, la commission européenne vérifiant ensuite les modalités de procédure de ces désignations, définies à l'article 124 du règlement général. Cette procédure de désignation doit être close au moment de la première demande de remboursement des sommes engagées (demande de paiement auprès de la commission européenne). Le processus de désignation a lieu en plusieurs étapes et comprend un descriptif du système de gestion et de contrôle (DSGC) du conseil régional, qui sera analysé par la commission interministérielle de coordination des contrôles (CICC). L'audit de la CICC se clôturera par un décret du Premier ministre désignant officiellement le conseil régional en qualité d'autorité de gestion.

Aujourd'hui, seule 1 région a déjà transmis son DSGC (la Réunion), les autres régions travaillent actuellement à la rédaction du document et transmettront leurs descriptifs dans les prochains mois. M. Neugnot annonce que la région Bourgogne a pour objectif la transmission du DSGC pour la fin juin- début juillet de cette année.

Le Plan d'évaluation est en cours d'élaboration et sera soumis au comité de suivi du dernier trimestre 2015. M. Neugnot rappelle que l'atteinte des objectifs du cadre de performance, batterie d'indicateurs de réalisations et financiers, conditionnera l'attribution en 2019 de la réserve de performance. Un cabinet a été recruté pour assurer l'AMO et construire un guide des indicateurs, première étape de la fiabilisation de la collecte des données et rédiger le plan d'évaluation en lien avec les directions opérationnelles du conseil régional et le service FEDER/FSE.

Concernant le FEADER, Michel Neugnot indique que le cadrage national serait globalement stabilisé. Il a été envoyé officiellement à la commission fin mars et devrait être adopté lors du comité développement rural communautaire prévu le 23 mai.

Dans ce calendrier, les PDR pourraient être déposés officiellement après le 23 mai.

Les échanges avec la commission se poursuivent sur le projet de PDR. La fiche sur la DJA a fait l'objet d'un mail de validation informel permettant de déployer le dispositif par anticipation. Nous travaillons actuellement à essayer d'obtenir le même type de mail pour les autres dispositifs prioritaires (dispositifs de modernisation des exploitations). Après l'aboutissement des discussions avec notre correspondante géographique, le PDR pourra être envoyé officiellement à la commission. Dans ce schéma optimal, le PDR pourrait être validé fin septembre-octobre. Dans l'attente, le PDR est déployé de manière anticipée. C'est le cas pour la DJA. D'autres dispositifs devraient être mis en place prochainement (la consultation écrite du comité de suivi sur les critères de sélection s'est achevée le 31 mars) :

modernisation des exploitations (Investissements dans les bâtiments d'élevage, Investissements dans les équipements productifs, Investissements dans la transfo et la commercialisation),  
investissements forêt-bois (Mécanisation des entreprises de travaux sylvicoles et d'exploitation forestière, Modernisation des entreprises de première transformation du bois).

Pour LEADER, le résultat de la première phase de sélection est le suivant :

- 6 candidatures validées : Beaunois, Chalonnais, Puisaye, Avallonnais, Bourgogne Nivernaise, Charolais Brionnais
- 3 candidatures avec avis favorable, avec des réserves à lever d'ici 15 mai : Bresse, Seine et Tilles, Morvan
- 4 candidatures invitées à retravailler leur candidature : CCM, Châtillonnais, Auxois, Nevers sud Nivernais

Nous engageons le processus de préparation des conventions avec les 6 candidatures validées.

Pour les MAEC, la CRAEC du 11 mars a permis de valider les territoires retenus pour la campagne 2015. Tous les dossiers déposés ont été retenus.

Enfin, M. Neugnot rappelle l'organisation du séminaire de lancement de la période de programmation 2011-2020 des FESI, en Bourgogne, le 1er juin 2015. La région officialisera la programmation 2014/2020 lors d'un événement de lancement, destiné à rassembler et fédérer les porteurs de projets, ainsi que les acteurs du PO en Bourgogne (élus, partenaires institutionnels, relais socio-économiques). Les fonds



européens englobant la politique de développement rural, le champ d'intervention du programme de développement rural (PDR) 2014/2020 sera également présenté. L'événement aura lieu le lundi 1er juin 2015 de 13h à 18h au Palais des congrès de Dijon. L'introduction en plénière sera suivie d'ateliers-conférence sur inscription et de kiosques d'information en libre accès. M. Neugnot insiste sur ce temps fort de la nouvelle programmation. En effet, cet événement de lancement est avant tout dédié à l'information et à l'échange de bonnes pratiques.

### **Programmation du FSE**

5 dossiers ont été présentés pour avis préalable aux membres du comité régional de programmation (présentation des dossiers par Alexis THUROTTE, chargé de mission - pilote axe 6) :

- 4 opérations au titre de l'objectif spécifique 6.1 visant à augmenter le taux de qualification des jeunes par l'apprentissage pour faciliter l'insertion professionnelle (CCI 71. CCI 21. CMARB) mobilisant 446 788,78 € de FSE pour un coût total éligible d'opérations de 992 866,06 € (taux d'intervention moyen de 45%).
- 1 opération au titre de l'objectif spécifique 6.3 visant à mettre à disposition des citoyens un dispositif régional d'orientation de qualité (Association Ariq BTP) pour 45 087, 68€ de FSE et représentant un coût global éligible de 90 175, 37 € (taux d'intervention de 50%).

Soit un total de 491 876, 46 € de FSE (représentant une assiette totale de dépenses éligibles de 1 083 041, 43 €).

Ces dossiers ont reçu un avis favorable du comité régional de programmation.

### **Programmation du FEADER**

Isabelle Jannot, chef du service FEADER, précise que la DJA est une des mesures du programme de développement rural qui est en partie définie dans le document de cadrage national. Une subsidiarité a cependant été laissée aux régions sur les modalités de définition du montant de l'aide attribuée.

L'aide DJA est constituée d'un montant de base (fixé en région) et de montants complémentaires attribués à des projets d'installation répondant à un certain nombre de critères (fixés en région) permettant d'orienter la politique de l'installation sur les enjeux bourguignons prépondérants. Ces modalités ont fait l'objet d'une importante concertation avec la profession depuis octobre 2014.

La Commission européenne a formulé des observations qui ont amené à ajuster certains critères validés en région. Au final, certains critères de modulation ont été supprimés et les montants de base ont été revalorisés.

La Commission européenne a donné son accord informel sur la fiche mesure relative à la DJA du PDR le 17 mars dernier et sur la partie installation du cadrage national le 20 mars.

Ont eu lieu jusqu'au 31 mars :

- une consultation du comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) sur la dernière version de la grille de modulation ;
- une consultation du comité de suivi du PDR sur les critères de sélection des dossiers. En effet, une des nouveautés de la programmation 2014-2020 est l'obligation de définir des modalités de sélection des dossiers dans un objectif de performance des politiques publiques.

En parallèle, les travaux se sont poursuivis sur les formulaires et règles d'instruction. Des CDOA se sont tenues fin mars.

Frédéric Dury (DDT21), Thierry Le Boudec (DDT 71), Brigitte Boiron (DDT 58) et Patricia Comte (DDT 89) présentent les dossiers instruits dans chacun des départements :

	Nb de dossiers	Montant DJA	Part FEADER
21	10	197 819.5	158 255.6
58	9	184 645	147 716
71	19	357 995	286 396
89	2	42 977,50	34 382
Total	40	783 437	626 749.6

L'ensemble de projets reçoit un avis favorable du comité de programmation.

Pierre Chatelon (DDT 21) demande quel sera le rôle des CDOA dans le contexte de régionalisation de la gestion du FEADER. Il indique que le code rural devrait être modifié prochainement.

Isabelle Jannot précise que la réflexion doit être conduite au niveau régional. A ce stade, les CDOA peuvent constituer le comité de sélection des dossiers.

Brigitte Boiron (DDT 58) demande quand l'outil OSIRIS sera déployé.

Guerric Lalire (DR-ASP) répond que l'outil générique a été produit par l'ASP. Le déploiement devrait se faire dans des délais restreints.

Isabelle Jannot indique que des instructions du ministère de l'agriculture sont attendues rapidement pour encadrer l'engagement et le paiement des dossiers.

## Calendrier

Monsieur NEUGNOT rappelle les prochaines échéances :

- Comité régional de programmation le 22 mai 2015
- Comité régional de programmation spécifique au PDR le 19 juin 2015.

Le Conseil général de Saône-et-Loire est intervenu afin de saluer la mise en place de la liaison en vidéo-conférence pour les CRP.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur NEUGNOT remercie tous les participants et lève la séance à 10h.

Michel NEUGNOT

